

MAÎTRE D'OUVRAGE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

4 rue Léon Mauris
BP 177
Cedex 24 21077 DIJON

PROJET DE RÉALISATION DES OUVRAGES

2209

Amélioration du CEF de CHÂTILLON-SUR-SEINE

3 Rue des Cordeliers 21400 CHATILLON SUR SEINE

LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

CCTP et DPGF

09/07/2024

00.1 GÉNÉRALITÉS

00.1.1 Prescriptions réglementaires et Règles de l'Art

Les travaux à réaliser par les entreprises dans le cadre de leur(s) marché(s) de:

Amélioration du CEF de CHÂTILLON-SUR-SEINE situés

3 Rue des Cordeliers - 21400 CHATILLON SUR SEINE

pour

MINISTÈRE DE LA JUSTICE - 4 rue Léon Mauris

BP 177

Cedex 24 - 21077 DIJON

devront IMPÉRATIVEMENT respecter et tenir compte des articles suivants :

00.1.1.1 Documents généraux

Les entrepreneurs se référeront, pour tous les ouvrages cités au C.C.T.P., à l'ensemble des Règlementations en vigueur autour de leur exécution, notamment :

- Règlements de Construction,
- Normes Françaises,
- Documents Techniques Unifiés (D.T.U.),
- Règlements d'Hygiène et de Sécurité,
- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) et N.F.P. 03-001,
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- Code de la Construction et de l'Habitation (C.C.H.),
- Arrêtés départementaux et municipaux,
- Code de l'Urbanisme,
- Code du Travail,
- Tous les documents regroupés dans le R.E.E.F.,
- Normes AFNOR,
- Réglementation thermique,
- Réglementation acoustique (N.R.A.),
- Tous textes officiels, lois, décrets, règlements nationaux ou départementaux, y compris règlements sanitaires locaux,
- Avis Techniques (A.T.E.C.) français ou européens,
- Agréments Techniques d'Expérimentation (A.T.E.X.),
- Règles de l'Art,
- Règles professionnelles,
- Prescriptions du Contrôleur Technique,
- Plan de Coordination Générale (P.G.C.).

Liste non exhaustive.

Évolutions réglementaires : les entreprises se doivent d'informer la Maîtrise d'Oeuvre des modifications à étudier, résultant de la publication de nouveaux textes postérieurs à la date de soumission. En tout état de cause, ils devront se conformer à ces nouveaux textes.

00.1.1.2 Fournitures et matériaux

Les fournitures et matériaux entrant dans les ouvrages et prestations de chaque entreprise devront répondre aux spécifications suivantes :

- matériaux traditionnels : ils devront répondre aux conditions et prescriptions des "Documents de référence contractuels" visés ci-avant et aux normes qui y sont citées ou leurs afférents ;
- matériaux et éléments fabriqués : ils devront toujours pouvoir justifier d'un Avis Technique, d'un Procès-Verbal d'essais, d'une Certification conformément aux règles en vigueur, ou toute autre pièce officielle certifiant qu'ils sont aptes pour l'emploi envisagé.

Certaines marques de matériel ont été précisées dans le présent devis : l'entreprise soumissionnaire devra donc prévoir ce matériel, mais pourra toutefois proposer au Maître d'Œuvre des marques différentes, sous réserve que le nouveau matériel présente les mêmes caractéristiques que celles du matériel indique dans le présent descriptif.

Leur mise en œuvre devra être faite après approbation des divers plans et schémas avec le plus grand soin tant pour assurer une réalisation correcte que pour éviter toutes détériorations aux ouvrages des autres corps de métier.

Tout le matériel devra être neuf et de première qualité.

Les appareils et dispositifs brevetés qui seront employés par l'entreprise n'engageront que sa seule responsabilité tant vis à vis des tiers que vis à vis du Maître d'Œuvre, pour tous préjudices qui pourraient

leurs être causés dans l'exécution ou la jouissance des installations, par les poursuites dont l'entreprise pourrait être l'objet du fait de l'emploi abusif d'appareils ou dispositifs brevetés.

Toutes dispositions devront être prévues par l'entrepreneur pendant la mise en œuvre du matériel et au cours des essais pour assurer la sécurité des personnes et des choses.

Il appartiendra à l'entrepreneur d'attirer en temps utile l'attention du maître d'Œuvre sur les répercussions que peuvent avoir certains de ces travaux ou installations sur la marche générale du chantier et signaler le cas échéant, les modifications de détails qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions adoptées par les autres corps d'état.

00.1.1.3 Prescriptions et cahiers des charges des fabricants

Les prescriptions indiquées dans le C.C.T.P. sont imposées aux entrepreneurs qui devront en tenir compte dans leurs prix.

Toutefois les Cahiers des Charges, recommandations ou prescriptions des fabricants, des produits ou du matériel devront être respectées par l'entrepreneur.

00.1.2 Généralités

00.1.2.1 Localisation des ouvrages et composition du prix global

- La localisation des ouvrages résulte de l'ensemble des plans, plans généraux (coupes et détails divers) définissant les emplacements, cotes et dimensions des ouvrages à prévoir dans le prix global et forfaitaire,
- L'entrepreneur devra également prendre tous les contacts et demander tous les renseignements nécessaires à la détermination de son offre et à l'exécution de ses travaux,
- toutes les sujétions sont inhérentes à la prestation de l'entrepreneur tel que défini au CCAP,
- les travaux de certains lots pouvant être réalisés en plusieurs étapes successives afin de permettre l'intervention de tous les corps d'état, l'entreprise titulaire desdits lots devra prévoir dans son prix toutes les sujétions et incidences en découlant.

Avant toute remise de prix, l'entrepreneur sera tenu de se rendre sur place afin de se rendre compte des moyens d'accès, de la disposition des lieux et des sujétions d'exécution.

De ce fait, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché.

00.1.2.2 Engagement à respecter les plans et le C.C.T.P.

L'offre doit répondre à l'ensemble des pièces du CCTP :

- Les plans et le CCTP sont complémentaires, l'entrepreneur devra donc prévoir dans son offre les dispositions nécessaires, techniques et matérielles, pour la réalisation de l'ouvrage tel que dessiné sur les plans et/ou décrit dans le CCTP et conformément aux règles en vigueur au jour de la consultation. L'entrepreneur ne pourra se prévaloir de travaux supplémentaires pour les ouvrages du projet dessinés ou décrits ou nécessaires par l'application des Règles de l'Art et la destination de l'ouvrage.
- Si des oublis ou incohérences sont décelés par l'entrepreneur à la lecture du cahier des charges et des plans, l'entrepreneur pourra les signaler à la remise de son offre et chiffrer en variante entreprise le coût de travaux complémentaires, le cas échéant. En l'absence de remarque de l'entrepreneur, celui-ci ne pourra se prévaloir en cours de chantier de travaux supplémentaires pour tous les ouvrages du projet.

00.1.2.3 Définition du C.C.T.P.

Le présent document vient préciser l'ensemble des prestations que l'entreprise doit prévoir dans son offre sans toutefois les décrire intégralement pour les parties soumises à performances. L'entreprise devra notamment comprendre dans son offre, sous peine de nullité :

- l'ensemble des études et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages,
- la découverte d'erreurs ou d'omissions dans le descriptif établi par le maître d'œuvre, celui-ci devant être immédiatement informé de ces erreurs ou omissions ; dans tous les cas, l'entreprise s'engage à effectuer l'intégralité des travaux prévus au devis descriptif ou représentés sur les plans.

Toute omission en limite de prestations entre corps d'état sera à la charge de l'entreprise.

Dans le cas d'une réhabilitation, toutes les cotes portées aux plans sont à vérifier sur place avant commande de fournitures ou de travaux.

00.1.2.4 Protection des ouvrages exécutés

L'entrepreneur est tenu pour responsable des ouvrages de son lot et en doit la protection jusqu'à la Réception. Il doit donc les protéger contre les risques de détérioration, de vol ou de détournement. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs.

Si des détériorations sont constatées en cours de chantier elles seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable ; à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.
Si l'auteur des dégradations ne peut être identifié, la remise en état sera à la charge du compte prorata.
Ces réparations ou remises en état, quoiqu'étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai.

00.1.2.5 Réception des ouvrages et essais

La réception des ouvrages ne pourra être prononcée que lorsque l'ensemble des travaux sera terminé.
Les entreprises devront effectuer à leurs frais tous les essais prescrits par les réglementations en vigueur et devront en particulier effectuer tous les essais de mise en charge et de déchargement des canalisations ainsi que les raccordements en présence des services publics et concessionnaires.
La réception ne sera effective qu'après accord des services publics et concessionnaires concernés.

00.1.2.6 Implantation & tracés

L'implantation générale de l'ouvrage est la charge du corps d'état VRD ou G.O.
Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur doit le tracé des ouvrages extérieurs et intérieurs à exécuter, à ses frais. Il sera responsable de toutes les erreurs qui pourraient se commettre dans les alignements et position des divers ouvrages.

00.1.2.7 Traits de niveau

Le trait de niveau à un mètre du sol fini, qui sert à tous les corps d'état, est tracé sur les murs et enduits, par l'entrepreneur du présent corps d'état et ce dans tous les locaux et à tous les niveaux.
Si, pour une raison quelconque, ce trait de niveau vient à être effacé prématurément l'entrepreneur le reprend à nouveau à ses frais.

00.1.3 Conditions techniques d'exécution des travaux

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée avec mise en œuvre dans les Règles de l'Art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique.

00.1.3.1 Échafaudage et montage des matériaux

Le prix global proposé par les entrepreneurs comprendra la valeur des échafaudages, agrès, engins, étais, etc., nécessaires à l'exécution des travaux de leur propre lot.

00.1.3.2 Trous, scellements et menus ouvrages

Chaque entrepreneur doit tous les percements qui lui seront nécessaires, ainsi que tous les raccords, scellements, bouchements, calfeutrements, joints plastiques ou autres indispensables à un parfait et complet achèvement de tous les travaux de son lot et ceci dans tous les matériaux.

00.1.3.3 Préchauffage

Les entrepreneurs doivent prévoir dans leur prix les frais nécessaires pour assurer le préchauffage des locaux, notamment pour les travaux de menuiseries intérieures, faux-plafonds et peinture.

00.1.3.4 Échantillons

Avant toute commande, les entrepreneurs devront soumettre à l'agrément de l'architecte les échantillons des matériaux et matériels qu'ils comptent utiliser conformément au devis descriptif.
Obligation est faite à l'entrepreneur de présenter ou exécuter, selon le cas, les différents échantillons - ou fabrications - dans les délais qui seront fixés dès la signature du marché et qui resteront visibles et à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pendant toute la durée du chantier, dans un local sur le chantier.

00.1.3.5 Plans d'exécution

Tous les plans d'exécution sont à la charge des entreprises. Ces plans devront être établis en coordination avec les autres lots et suffisamment tôt pour qu'ils soient examinés et approuvés par le maître d'œuvre de la réalisation et le Contrôleur technique. Ces plans d'exécution devront d'autre part respecter très fidèlement les cotes du dossier d'appel d'offres, sauf dérogation écrite de l'Architecte.

Toute erreur ou omission affectant ce dossier devra être signalée au Maître d'Ouvrage dans l'offre initiale, faute de quoi leurs conséquences financières éventuelles seront à la charge exclusive de l'entreprise.

00.1.4 Sécurité et protection de la santé

00.1.4.1 Généralités

Les entrepreneurs veilleront scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc. Les dispositions réglementaires de protection, d'hygiène et de sécurité seront conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Les indications figurant dans les documents établis par le coordonnateur S.P.S. seront rigoureusement respectées. Tous les travaux nécessaires au respect des spécifications concernant la sécurité et la santé sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise.

La mission globale du coordonnateur SPS pour une opération de construction comprend les éléments de mission conformes à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 95-543 du 4 mai 1995.

La mission confiée au coordonnateur SPS par le maître d'ouvrage se décompose en éléments de mission précisés au présent chapitre.

Le coordonnateur SPS de conception assure le passage des consignes et la transmission des documents au coordonnateur SPS de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

La mission du coordonnateur SPS comprend les éléments mentionnés au paragraphe ci-dessous.

00.1.4.2 Sécurité Chantier

Le prix global forfaitaire du présent lot comprendra toutes les dispositions à prendre et ouvrages à réaliser pour assurer dans tous les cas la protection du personnel amené à travailler sur le chantier conformément aux réglementations en vigueur.

Et pour la sécurité des ouvriers : L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet le Décret n°65-48 du 8 Janvier 1965 - Titre 4.

00.1.5 Contrôle interne

Outre les contrôles exercés par la maîtrise d'oeuvre et par l'organisme agréé auquel le maître d'ouvrage fera appel, les entreprises devront exécuter un contrôle interne des ouvrages qu'ils réaliseront au niveau des fournitures, du stockage, de l'interface entre corps d'état, de la fabrication et de la mise en oeuvre, des essais qui seront réalisés.

Des essais pourront être demandés sur échantillons ou sur travaux en cours, aux frais de l'entreprise concernée ou de l'ensemble des entreprises.

00.1.6 Études et plans d'entreprise

Les dimensions et sections indiquées sur les plans et dans le C.C.T.P. ne sont que des minima. Les entrepreneurs chargés des travaux devront augmenter ces dimensions et sections chaque fois que le calcul en démontrera le besoin et ce, sans aucun supplément.

Nous rappelons que les frais d'étude sont à la charge des entreprises concernées.

00.1.7 Documents à fournir par l'entreprise

Avant le début des travaux, les entreprises devront fournir au maître d'ouvrage, en 2 exemplaires :

- Un descriptif complet de l'installation et des matériels qui la composent en précisant marque, type, produit, dimension, puissance, etc.,
- Le plan d'exécution des ouvrages.

Avant exécution des travaux, les entreprises devront transmettre au Contrôle Technique : les diagnostics de l'existant, les plans d'exécution et de détails, les notes de calcul justificatives, les certificats NF, CE et avis techniques des produits, l'attestation de traitement des bois pour le lot concerné.

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier: les entreprises devront fournir au Contrôle Technique désigné l'ensemble des résultats des auto-contrôles effectués.

A l'achèvement des travaux, les entreprises devront fournir au Maître d'œuvre, au Coordonateur SPS et au Contrôle Technique, en plusieurs exemplaires (papiers et format informatique reproductible (Clé USB Uniquement)) :

- Les certificats de conformité des installations,
- Les plans des ouvrages exécutés indiquant l'état réel de l'installation compte-tenu des modifications éventuelles apportées au cours des travaux,

- La nomenclature du matériel installé avec indication du fournisseur,
 - Les instructions de conduite et d'entretien,
 - Les notices d'utilisation destinées aux utilisateurs.
- Voir rubrique DOE

00.1.8 Main d'oeuvre

Les conditions prévues dans la loi du 31.12.91 sur le travail clandestin seront strictement appliquées. L'attention des entreprises est attirée sur cette loi et notamment en cas de sous-traitance. Une attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au sens des articles L.143-3, L.143-5 et L.628-3 du Code du Travail sera fournie. L'entrepreneur doit communiquer l'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus lors de la conclusion du marché et tous les six mois jusqu'à l'expiration de la Garantie de Parfait Achèvement.

00.2 DISPOSITIONS DE CHANTIER

00.2.1 ENGAGEMENT A RESPECTER LES PLANS ET LE CCTP

L'offre doit répondre à l'ensemble des pièces du CCTP:

- Les plans et le CCTP sont complémentaires, l'entrepreneur devra donc prévoir dans son offre les dispositions nécessaires, techniques et matériels, pour la réalisation de l'ouvrage tel que dessiné sur les plans et/ou décrit dans le CCTP et conformément aux règles en vigueur au jour de la consultation. L'entrepreneur ne pourra se prévaloir de travaux supplémentaires pour les ouvrages du projet dessinés ou décrits ou nécessaires par l'application des règles de l'Art et la destination de l'ouvrage
- Si des oublis ou incohérences sont décelés par l'entrepreneur à la lecture du cahier des charges et des plans, l'entrepreneur pourra les signaler à la remise de son offre et chiffrer en variante entreprise le coût de travaux complémentaires, le cas échéant. En l'absence de remarques de l'entrepreneur, celui-ci ne pourra se prévaloir en cours de chantier de travaux supplémentaires pour tous les ouvrages du projet.
- Les entreprises qui ne répondent pas sur le bordereau joint s'engagent à ce que tous les postes décrits au CCTP soit effectivement chiffrés et ne pourront se prévaloir d'aucuns travaux supplémentaires après la remise de son offre et en cours de chantier

00.2.2 PREPARATION DE CHANTIER

Les entreprises devront intégrer, avant toute exécution et réalisation des ouvrages, l'ensemble des données fournies par les autres corps d'état. Les entreprises devront fournir les informations techniques qui les concernent dans la période de préparation de chantier pour mise au point des plans d'exécutions Dont entre autre (liste non exhaustive):

- Disposition particulière pour passage des canalisations sous dallage
- dimensionnement et mode opératoire des menuiseries extérieures pour connaître les éventuelles réservations et feuillures à réaliser, prise en compte du doublage des murs
- dimensionnement des coffres de volets roulants pour réservation et calcul des linteaux
- dimensionnement des seuils
- étude de la stabilité du bâtiment à reprendre par la maçonnerie et la charpente
- dimensionnement des poutres, poteaux et emplacements définitifs, prise en compte des épaisseurs de doublages fournies par le lot plâtrerie
- réservations pour les lots EP et VMC
- dimensionnement définitif des ossatures bois selon les m2 souhaités
- réservation et sortie dans dalle pour lot plomberie et électricité
- prise en compte des épaisseurs d'habillage des rampants de toiture pour pied droit à 1.80m, conception de la charpente en conséquence
- réservation épaisseur dallage en raison des besoins de revêtements de sol PVC et carrelage.

NOTA: La période de préparation de Chantier sert à mettre en commun les besoins de chacun pour s'assurer que l'ensemble des intervenants ait bien la même vision des procédés constructifs à mettre en oeuvre.

Il est précisé qu'aucun travaux supplémentaires ne sera accepté sachant que les entreprises peuvent faire toutes les remarques qu'elles jugent nécessaires à la remise de leur offre. Dans le cas contraire et sous réserve de conformité des offres, les plans et cahiers des charges sont acceptés dans l'état

00.2.3 SECURITE CHANTIER

Le prix global forfaitaire du présent lot comprendra toutes les dispositions à prendre et ouvrages à réaliser pour assurer dans tous les cas la protection du personnel amené à travailler sur le chantier conformément aux réglementations en vigueur.

Et pour la sécurité des ouvriers : L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet le Décret n°65-48 du 8 Janvier 1965 - Titre 4.

00.2.4 Coordonnateur Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS)

Un PGC est ou sera fourni par par le coordonnateur SPS: **APAVE DIJON BATIMENT SPS 4 RUE LOUIS DE BROGLIE**

BP 37004 21070 DIJON CEDEX (CHAUSSARD Jerome Chef d'agence), Tél: **03 80 78 74 50** , (document joint au PRO/DCE). L'entreprise du présent lot devra prévoir dans offre toutes les incidences éventuelles générées par la sécurité et prévention de la santé et ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de ses prix. Aucun devis de travaux complémentaires suite à l'application de la notice ne sera accepté.

L'entreprise transmettra son PPSPS à coordonnateur SPS avant sa première intervention sur le site.

Chaque entreprise prépare un projet de PPSPS qu'elle présentera lors de l'inspection commune avant démarrage de l'intervention.

Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant **doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention, pour effectuer l'inspection commune.**

00.2.5 Contrôleur Technique

Les missions de contrôles techniques sont assurées par **APAVE DIJON BATIMENT CT (Thomas DAMERON) 4 rue Louis de Broglie**

BP 37004 21070 DIJON Cédex , Tél : **03 80 78 74 50**, thomas.dameron@apave.com

Tous les plans d'exécution, notes de calcul justificatives, caractéristiques des différents ouvrages, équipements ou procédés prévus sont à adresser pour avis 15 jours minimum avant exécution ou fabrication au Contrôleur Technique (CT) et à l'architecte Maître d'oeuvre (MOE).

Les entreprises devront effectuer avant réception les essais et vérifications prévus par les documents techniques COPREC CONSTRUCTION n°1 et 2 d'octobre 1 998 (publiés dans le moniteur du 06/11/98 n°4954) et que les résultats de ces essais doivent être consignés dans des procès verbaux qui seront envoyés en deux exemplaires , pour examens au Contrôleur Technique.

Il convient de tenir à disposition du Contrôleur Technique :

- la liste des vérifications envisagées par l'entreprise pour s'assurer de la bonne exécution des ouvrages,
- la formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.

Pour que celui-ci, dans le cadre de sa mission, conformément au décret du 7 déc. 1978, puisse:

- s'assurer que, pendant l'exécution des travaux, l'auto-contrôle qui incombe à chacun des constructeurs, énumérés à l'article 1792-1 du Code civil, s'effectue de manière satisfaisante
- procéder elle même par sondages au contrôle de l'exécution des travaux.

Tous les PV de classement au feu devront être communiqués au bureau de contrôle avant leur mise en oeuvre.

00.2.6 ETUDES

Une étude thermique et une étude géotechnique est jointe au dossier.

Toutes les entreprises doivent en prendre connaissance et tenir compte des éléments relatifs à leurs prestations:

- coefficient thermique des matériaux à mettre en oeuvre,
- rendement
- gestion de pont thermique
- nature des plateformes....
- etc...

00.2.7 NOTA

Le prix global forfaitaire du présent lot comprendra tous les ouvrages présents sur les plans et/ou dans le descriptif sans aucune omission.

Les frais de métré, de tirage et de situation nécessaires à l'entreprise sont à la charge de l'entreprise détentrice du marché.

00.2.8 NETTOYAGE

Chaque entreprise intervenant sur le chantier doit être responsable de la tenue dans les règles de l'art de celui-ci:

Le chantier doit être maintenu propre pendant l'intervention de l'entreprise titulaire de ce lot

En fin d'intervention, le chantier ou la zone concernée y compris éventuellement les abords, doivent être nettoyés par l'entreprise titulaire du présent lot.

00.2.9 DECHETS

Chaque entreprise est responsable de ses déchets et doit les évacuer au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux.

Chaque entreprise est responsable du traitement et du tri de ces déchets qu'elle effectuera dans ces locaux en respectant le principe de tri sélectif suivant :

- les déchets inertes (Di), tels béton, briques, tuiles et céramiques, destinés aux centres d'enfouissement de classe III,
- les déchets industriels banals (Dib), comme les bois non traités et les matières plastiques, destinés aux centres d'enfouissement de classe II ;
- les déchets industriels spéciaux (Dis) présentant des risques vis-à-vis de l'environnement, tels vernis, peintures, et bois traités, destinés aux centres d'enfouissement de classe I.

Selon les textes réglementaires, les déchets des bâtiments peuvent être classés en 3 catégories distinctes :

Les Déchets Inertes (DI) Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés. Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage soit au stockage en centre d'enfouissement de classe III. Concernant la présente opération, ils sont dirigés vers un centre de stockage de classe 3.

Les Déchets Industriels Banals (DIB) Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques et qui ne sont pas inertes. Ce sont soit des déchets mono-matériau (bois non traité, métaux, plâtre, bitume etc ...), soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, les matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, le plastique etc

Les DIB doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, de recyclage, récupération, valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en centre d'enfouissement de classe II.

Afin de limiter le nombre de rotations, l'entreprise peut prévoir le broyage des DIB avant le remplissage des bennes.

Les Déchets Industriels Spéciaux (DIS) Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination.

Les Déchets Amiante ciment Concernant l'amiante ciment, (amiante non friable), l'entreprise dirige ce matériau palettisé, filmé vers un centre d'enfouissement technique de classe II ou III agréé. (Équipé d'alvéoles étanches).

Les gravois et autres déchets seront évacués, compris chargement et arrosage pendant celui-ci pour éviter la dispersion des poussières. Les gravois et autres déchets seront triés, suivant la réglementation en vigueur compris droits de décharge.

Chargement par tous moyens et enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolition de tous les matériaux, gravois et décombres, sauf, le cas échéant, ceux devant être récupérés par le maître d'ouvrage.

Lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, selon les critères de valorisation retenus, à toute distance, tous droits de décharge et autres à la charge de l'entrepreneur.

Les bordereaux de suivi de déchets industriels sont établis suivant le modèle fourni par les préfectures et complétés par les entreprises générant des déchets de classe 1 et 2, ces documents sont contresignés par le producteur du déchet (maître d'ouvrage), par le transporteur du déchet et par le centre d'enfouissement technique, destinataire du déchet à son arrivée sur site. Le CET se charge de l'enregistrement officiel des déchets stockés et de la diffusion du document au maître d'ouvrage.

Il est rappelé aux entreprises que tout brûlage est INTERDIT et que les déchets doivent être triés et évacués selon les normes en vigueur au moment de la réalisation du chantier.

Les interdits :

1. Abandonner des Déchets Spéciaux sur le chantier,
2. Diriger vers un CET de classe III des déchets autres que inertes – loi 92.646 du 13/07/92-
3. Brûler les déchets sur le chantier – loi 96.1236 du 30/12/96 sur l'air modifiant la loi 61.842 du 2/08/61 – et la loi 92-646 du 13/07/1992- (sauf cas exceptionnel de présence d'insectes xylophages – termites)
4. Abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient (même inertes), dans des zones non contrôlées administrativement (agrément) comme par exemple des décharges sauvages ou les chantiers.

00.2.10 Dossier des Ouvrages Exécutés

L'entrepreneur fournira un dossier de récolement DOE comprenant: **2 exemplaires papiers et 1 exemplaire reproductible sur support informatique (CLÉ USB UNIQUEMENT) (plans en PDF et DWG le cas échéant) soigneusement mis à jour, le jour des Opérations Préalables à la Réception.**

le dossier devra être structuré de la façon suivante:

B - Sous dossier "STRUCTURES"

- plans et notes de calcul des fondations, des structures, etc.. ;
- recommandations en vue des précautions à prendre pour les percements, scellements, etc. ;

C - Sous dossier "TECHNIQUE"

- documents écrits :

- notices descriptives, de fonctionnement et d'entretien des divers ouvrages ;

- plans ou schémas :

Ces documents sont conformes au dossier de conception générale du Maître d'Oeuvre et constitués :

- des plans conformes à l'exécution remis par les Entrepreneurs ;
- de l'ensemble des plans de récolement de l'ouvrage (aux échelles du PRO) ;
- etc..

D - Sous dossier "SÉCURITÉ"

- sécurité contre les risques d'incendie et de panique ;
- sécurité et protection de la santé des travailleurs intervenant ultérieurement sur l'ouvrage ;

Cette partie est constituée des éléments complémentaires nécessaires au coordonnateur SPS pour constituer le dossier obligatoire d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Elle est établie selon ses instructions.

- etc..

E - Dossier d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance (DUEM)

Ce dossier est destiné aux utilisateurs et au gestionnaire de l'ouvrage pour leur transmettre la connaissance de son fonctionnement et de ses conditions d'exploitation-maintenance. Il sera constitué comme un outil pratique, indépendant et à usage quotidien.

Il sera principalement établi à partir des documents du DOE.

La présentation proposée devra faciliter son appropriation et sa mise à jour permanente par le gestionnaire.

00.2.11 CONNAISSANCE DES LIEUX et VISITES SUR LE SITE

Les travaux étant à réaliser dans un bâtiment existant, l'entrepreneur devra se rendre sur les lieux avant la remise de son offre, de manière à estimer à sa juste valeur, les travaux objet du présent lot.

Les visites sur le site sont conseillées pour l'établissement des offres à toutes les entreprises .

Les entreprises ne pourront donc pas faire prévaloir d'éventuels travaux supplémentaires suite à l'ignorance des lieux et de problèmes techniques.

Le devis de l'entreprise doit couvrir tous les ouvrages dessinés et/ou décrits.

Les modalités de visite sont énoncées dans le règlement de consultation.

00.2.12 Compte prorata

Le compte prorata sera géré par l'entreprise détentrice le présent lot : LOT 02 MAÇONNERIE conformément aux éléments du CCAP.

00.2.13 NOTA Étanchéité à l'air

Un test d'étanchéité à l'air sera réalisé sur **le bâtiment** .

Toutes les entreprises devront respecter les étanchéités à l'air requises pour cette opération et ne pourront se prévaloir de travaux supplémentaires pour réaliser une étanchéité conforme aux exigences à atteindre qui sont de 1,7 m³h/m²

00.2.14 NOTA : FICHES SANITAIRES COV des matériaux

Toutes les peintures, lasures et produit de finitions, colles, revêtement de murs, sol ou plafond devront disposer d'une fiche sanitaire et être de qualité A+.

Toutes les fiches sanitaires devront être transmises

00.2.15 NOTA MATERIAUX de REEMPLOIS

Le maître d'ouvrage est sensible à l'utilisation de matériaux de réemploi dans les travaux à réaliser.

Tous ces matériaux devront être en bon état et seront soumis à l'avis du contrôleur technique et du maître d'ouvrage avant pose.